



Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS

Par courriel : niklaus.tschan@baspo.admin.ch

Berne, le 11 mars 2026

Arrêté fédéral concernant le soutien apporté à la candidature, à la préparation et à la réalisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2038
Consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames, Messieurs

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de prendre position sur l'arrêté fédéral concernant le soutien apporté à la candidature, à la préparation et à la réalisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2038 (JO). L'Union des villes suisses représente les villes, les communes urbaines et les agglomérations de notre pays, soit bien trois quarts de la population suisse. Les villes sont très directement impactées par l'accueil d'évènement à résonance mondiale, d'autant plus que la majorité des communes-hôtes de ces jeux d'hiver sont des villes membres de l'Union des villes suisses.

Considérations générales

L'Union des villes suisse soutient largement la candidature suisse à l'obtention des Jeux d'hiver 2038 et se réjouit de cette opportunité exceptionnelle de rayonnement et de valorisation des savoir-faire de l'ensemble du territoire national. La perspective de porter une candidature à l'échelle du pays, laquelle intègre les critiques du passé et propose une vision des jeux en cohérence avec les infrastructures disponibles, les défis sociaux et environnementaux est enthousiasmante. Ce projet n'est pas seulement une chance pour le développement du sport suisse mais pourra également, dans une perspective fédératrice à l'échelle du pays, soutenir de nombreuses impulsions en termes d'innovation, de durabilité et de compétitivité.

Concept du projet

Les villes suisses saluent largement le projet proposé. L'accueil des JO par l'entier du pays permet de mettre en avant le savoir-faire et la tradition sportive des villes. Cette proposition rend aussi possible



d'employer des infrastructures existantes. Cela permet non seulement de mettre en valeur les infrastructures des villes, qu'il s'agisse par exemple de la Vaudoise Arena de Lausanne, de la Corner Arena de Lugano, du Hallenstadion et de la Swiss Life Arena de Zurich ou de la rénovée Postfinance Arena de Berne, mais aussi de réduire de manière conséquente l'impact écologique de ces JO. Les villes saluent cet engagement pragmatique et durable. Il est aussi très positif que la Confédération propose d'investir 50 millions de francs pour favoriser l'utilisation des transports publics. D'après l'expérience de l'EURO 2025 une telle démarche avait largement contribué à ce que la plupart des spectateurs se rendent aux matchs en transports publics. Il s'agit là aussi d'un élément central de la durabilité écologique, que les villes plébiscitent.

Répartition du financement

Bien qu'on puisse saluer la perspective de présenter une candidature soutenue par les milieux économiques et privés, l'engagement de la Confédération semble aujourd'hui trop timide. Au vu du fait qu'il s'agit d'un projet national, fédérateur, de nature à rapprocher les différentes régions et dans un concept dont les répercussions soutiendront le développement du sport, de l'économie et de la cohésion nationale, les villes auraient espéré un engagement financier plus important de la part de la Confédération. Il faut ajouter qu'une participation fédérale plus élevée renforcerait la stabilité du modèle de financement et réduirait les conflits politiques ultérieurs. Il s'agit non seulement d'un gage de soutien aux régions qui mettront en œuvre ce projet mais également à la population qui y prendra part à l'échelle du pays.

En ce qui concerne la stratégie d'héritage, les villes regrettent que la Confédération ne prévoie pas de financement. Un engagement financier serait un signe fort pour soutenir une vision renouvelée du mouvement, de l'activité physique et du sport auprès de l'ensemble de la population suisse, notamment dans le cadre de la Stratégie sportive 2040 qui vise non seulement la performance, mais aussi l'éthique et la durabilité.

De plus, comme la Confédération annonce d'ores et déjà ne pas prendre la responsabilité d'un potentiel déficit, les villes-hôtes ne peuvent pas non plus s'y engager à ce stade.

Finalement, les villes se réjouissent de constater que les finances fédérales permettent la réalisation d'un événement majeur en Suisse. Cela d'autant plus que fin juin 2025, le Conseil fédéral avait annoncé qu'il renoncerait à cofinancer une exposition nationale jusqu'à la fin des années 2030 en raison de la situation financière actuelle. Dans ce contexte les villes demandent que la décision de cofinancer une exposition nationale soit réévaluée dans les meilleurs délais.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à nos remarques, nous vous adressons, Mesdames, Messieurs, nos cordiales salutations.

Union des villes suisses



Président

Hanspeter Hilfiker

Directrice

Monika Litscher

Copie: Association des Communes suisses